

grève générale de 24 heures; n'ont rien obtenu de substantiel. Les travailleurs de la Fonction publique ont, eux, poussé l'action plus loin. Au nombre de plus de 40.000, ils ont défilé rue de Rivoli le 10 juin. Là encore le gouvernement n'a pas reculé; il s'est contenté de faire des promesses.

C'est ainsi que, dans les rangs ouvriers apparaît une nouvelle forme de découragement, dû au peu de résultats obtenus, comparés aux actions engagées.

Les travailleurs sont sortis de l'apathie consécutive à la victoire de de Gaulle le

1^{er} juin 1958; ils ont, de nouveau, dans les mouvements récents, pris conscience de leurs forces, mais ils sont, face au gouvernement bonapartiste, mal assurés.

Ils comprennent que la continuation des mouvements, tant contre la « guerre d'Algérie » que pour leurs revendications, pose des problèmes très sérieux, car la V^e République n'est pas disposée à se laisser faire comme M. Queuille.

Ces problèmes très sérieux ce sont ceux des perspectives politiques.

III

La S.F.I.O., le P.S.U..

Tout spécialement dans un régime bonapartiste, l'axe de la critique des communistes internationalistes doit se reporter des syndicats aux partis ouvriers, dont la carence se manifeste surtout par l'absence de perspectives efficaces et mobilisatrices.

De la S.F.I.O. nous ne dirons que quelques mots. Le Parti socialiste a pris, depuis le début de l'année, quelque distance vis-à-vis du gouvernement et au régime même; mais les déclarations de son secrétaire général sont toutes des conseils de modération démobilisatrice envers le pouvoir. La politique de Mollet suscite certes des remous dans la S.F.I.O., on ne peut pas dire cependant qu'il s'agit, pour le moment, d'un facteur déterminant de la situation. Les termes d'opposition de Sa Majesté, employés sous d'autres cleux et dans d'autres circonstances, conviennent particulièrement bien à la politique du P.S. (S.F.I.O.).

Le Parti Socialiste Unifié n'est plus exactement une petite organisation, s'il n'est pas un parti de masse. Son influence n'est pas négligeable sur la vie politique française. Il s'est créé, avant tout, comme une protestation contre l'attitude de la haute bureaucratie réformiste envers le régime gaulliste.

De par ses origines, le P.S.U. devrait, fermement, appeler à la lutte contre le régime. Une de ses affiches, apposée sur les murs des principales villes de France, reprenant des formules employées au congrès de constitution, contient une proclamation appelant les travailleurs à lutter pour une Ré-

publique socialiste. Le malheur est que l'on ne sait pas bien ce que les dirigeants du P.S.U. mettent dans ces termes. Bourdet emploie bien souvent les termes de démocratie socialiste, mais il les prend dans le sens du pouvoir des Comités d'entreprise ou d'organismes de ce genre. De la nature du pouvoir central, en bref du gouvernement, il n'est rien dit ou si peu. Et s'il n'y avait que les muets et des confus ! Mais, dans le P.S.U., existent des personnalités politiques de premier plan qui parlent et qui ont des idées claires ! Nous ne citerons que Mendès-France pour lequel le problème principal, dans cette deuxième partie du XX^e siècle, est, comme il le dit et le répète un peu partout, dans des tournées de conférences et dans « l'Express », l'expansion sans inflation.

C'est, sans doute, la définition du socialisme d'après Mendès-France.

On ne nous retirera pas de l'idée que les formules telle que celle de république socialiste ne sont autre chose, dans la bouche des leaders du P.S.U., qu'un coup de clairon, à leurs avis, sans grande importance.

Comment y arriver à cette république socialiste, avec quels partis, sur quel programme ? A la lecture des documents du P.S.U., personne ne peut le dire. Le P.S.U. n'a pas même de position claire vis-à-vis du Parti communiste français. Le P.S.U. veut-il l'instaurer tout seul cette République ? Espère-t-il grignoter lentement, mais sûrement, le P.C.F. ? Quelle illusion ! La politique de front unique du P.S.U., si l'on lit les textes, se borne à des alliances circonstancielles, limitées, avec le P.C.F. Est-ce une telle politique qui conduira à la République socialiste, surtout de la part d'un parti vis-à-vis d'un autre qui groupe des centaines de milliers d'adhérents et dont les militants les plus responsables dirigent les plus gros syndicats de métallurgistes, de cheminots, de mineurs, de dockers ?

IV

Le P.C.F. laisse les travailleurs sans perspectives

Venons-en pour terminer à ce parti, le Parti communiste français pour lequel, depuis la Libération, votent les travailleurs les plus conscients et qui dirige les gros bataillons de la classe ouvrière.

On a pu constater, au dernier Comité central (Ivry, 1^{er} et 2 juillet) un certain « gauchissement » par rapport aux déclarations faites par le Bureau politique et le secrétaire général au cours des derniers mois. D'après les propres paroles de Thorez dans le discours de clôture, la session de juillet s'est placée sous le signe d'un rappel des objectifs fixés l'année précédente au XV^e congrès : la démocratie renouée. Cette politique, malgré le légalisme qui l'accompagne, peut difficilement n'être pas antigaulliste ; et si Thorez a cru devoir la réaffirmer, c'est que la poignée de main à Chaban-Delmas, l'abandon en février dernier du mot d'ordre d'Assemblée constituante, ne se plaçaient pas dans le cadre de la ligne définie au XV^e Congrès.

Ce léger changement, à notre avis, est en rapport avec plusieurs événements et tendances : d'abord la crainte du développement du mécontentement dans le Parti ; ensuite les difficultés de la négociation entre le G.P.R.A. et le gouvernement français ; mais surtout et avant tout le rôle actif joué par de Gaulle dans l'échec de la conférence au sommet.

C'est dire que le « gauchissement » actuel du P.C.F. n'est pas inspiré par des considérations de classe à l'échelle nationale et internationale, mais surtout par l'évolution des rapports entre le gouvernement de l'U.R.S.S. et celui de de Gaulle. Pour cette raison le P.C.F. n'adoptera pas une politique révolutionnaire à la fois audacieuse et réaliste. Son « gauchissement » actuel peut, cependant, favoriser dans une certaine mesure, le développement du mouvement en cours.

Mais abordons maintenant le principal. Que penser de l'orientation adoptée au XV^e Congrès, popularisée dans le P.C.F., sinon dans la classe ouvrière, par les termes de « démocratie renouée » ?

A première vue, et nous l'avons écrit dans les colonnes de ce journal, cette politique est préférable à la politique de front patriotique qui domina les préoccupations des dirigeants du P.C.F. pendant des années. Elle n'est pas, cependant, fondamentalement différente. Elle a toujours pour objectif l'alliance avec une aile de la bourgeoisie qui, selon les circonstances, n'est pas la même, eu égard aux tentatives diplomatiques du gouvernement soviétique.

**LISEZ 4^e INTERNATIONALE
JUILLET 60
AU SOMMAIRE :
LA REVOLUTION COLONIALE
(Congo-Cuba)
LA NOUVELLE HISTOIRE DU
P.C. DE L'U.R.S.S.**